



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

ACTIONS DE L'UNESCO-DAKAR

Une introduction sur les priorités du Bureau régional de l'UNESCO-Dakar



L'Afrique, priorité de l'UNESCO



La Priorité Afrique trace les grandes lignes du travail de l'UNESCO sur le continent. Notre vision est d'encourager la consolidation de la paix par l'édification de sociétés intégrées et résilientes, mais aussi de renforcer les capacités institutionnelles pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté.

Cette perspective se base sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, dont le but est de promouvoir une "Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale."

L'UNESCO collabore avec les États africains et les partenaires de développement pour relever cinq défis majeurs distingués comme suit :

- **Croissance démographique**
- **Transformation sociale**
- **Gouvernance démocratique**
- **Résilience et développement durable**
- **Renforcement des ressources humaines**

Tout ce travail est réalisé à travers les programmes des sections : Éducation, Sciences Naturelles, Sciences Humaines et Sociales, Culture, et Communication & Information.

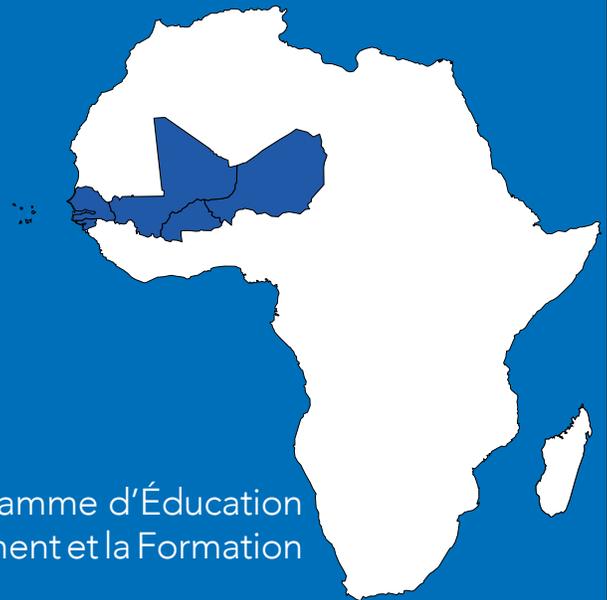


©UNESCO/B. Demeocq

Nos pays cibles

Le Bureau Régional de l'UNESCO à Dakar couvre sept pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal. Il s'intéresse également à d'autres pays, surtout dans le contexte sous-régional de projets d'institutions telles que la CEDEAO et l'UEMOA.

Le Bureau coordonne au niveau régional le programme d'Éducation pour tous, la planification sectorielle et l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP).



Notre défi

L'Afrique de l'Ouest, tout particulièrement la région du Sahel, est une des parties les plus pauvres et vulnérables du monde. En effet, elle fait face, de façon simultanée, à une pauvreté extrême, aux effets du changement climatique, à de fréquentes crises alimentaires, à une croissance démographique rapide, à la corruption, à des tensions internes irrésolues, au risque d'extrémisme violent, au commerce illicite et à des menaces terroristes.

Notre objectif

Pour aller au-delà de ces obstacles, l'UNESCO a adopté une approche multisectorielle et interdisciplinaire qui renforcera les facteurs clés du développement durable et de la paix, notamment les principes de la justice et de l'égalité des droits.



©UNESCO/Anne Muller

Nous œuvrons pour renforcer ces principes dans chaque institution et auprès de chaque individu. Ainsi, l'action de l'UNESCO est caractérisée par la création d'une synergie entre les acteurs du développement et l'engagement dans des débats constructifs.

Notre champ d'action s'étale sur cinq domaines, à savoir, l'éducation, la culture, les sciences naturelles, les sciences humaines et sociales, et la communication & l'information. Ce large éventail d'expertises constitue notre valeur ajoutée. Nous influençons et soutenons les politiques gouvernementales, conduisons des recherches, promovons l'innovation et pilotons des projets. Nous nous considérons tels des catalyseurs dont l'objectif est de renforcer toutes les composantes d'une société. Nous avons conscience que nous ne pourrons créer un impact pérenne et tangible qu'avec la coopération des gouvernements et de nos partenaires, et plus précisément, celle de l'Organisation des Nations Unies (ONU), des partenaires techniques et financiers et de la société civile.



©UNESCO/Maria Haapasalo

L'action de l'UNESCO en Afrique porte sur six projets phares :

- Promouvoir une culture de paix et de non-violence ;
- Renforcer les systèmes éducatifs pour un développement durable en Afrique : assurer l'équité, la qualité et la pertinence ;
- Valoriser la Science, la Technologie et l'Innovation (STI) et le savoir pour un développement socio-économique durable du continent ;
- Promouvoir la science pour la gestion durable des ressources naturelles de l'Afrique et la réduction des risques de catastrophes ;
- Valoriser le rôle de la culture dans le développement durable et la paix dans le cadre d'une intégration régionale ;
- Encourager la création d'un environnement propice à la liberté d'expression et le développement des médias.



Pour l'accélération de l'Éducation pour tous



Notre but : Tous les enfants, jeunes et adultes doivent pouvoir bénéficier de leur droit à l'éducation

L'éducation n'est pas juste un droit humain. Elle est surtout un tremplin grâce auquel tous les autres droits peuvent être exercés et la base sur laquelle il est possible de construire des sociétés durables en Afrique.

Le Bureau régional de Dakar a initié un projet ambitieux pour soutenir les pays subsahariens à mettre en œuvre leur plan Éducation pour tous sur le Post-2015 et multiplier les efforts vis-à-vis des questions urgentes et stratégiques. Ceci est réalisé à travers la mobilisation d'engagements politiques et financiers plus significatifs aux niveaux local, régional et global.

L'initiative Big Push a été lancée en février 2013, et 14 pays dont le Burkina Faso, la Gambie, le Niger et le Sénégal se sont déjà engagés.

Le Bureau de l'UNESCO à Dakar offre un programme d'accélération de l'Éducation pour tous afin d'aider chaque pays à prioriser ses objectifs. Ces efforts consolident les programmes éducatifs nationaux, permettant ainsi de se prêter à un exercice rigoureux afin de s'assurer que les actions stratégiques entreprises ont un effet immédiat. L'initiative nationale est toujours supportée par le Président, le Premier ministre, le ministre de l'Éducation et le Secrétaire permanent.

Des innovations prometteuses pour l'alphabétisation



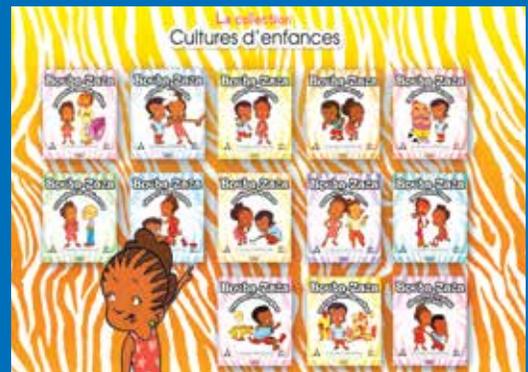
**L'UNESCO-
Dakar initie et
promeut des
innovations afin
d'inspirer les
gouvernements
et partenaires au
développement
à relever
autrement les
défis en matière
d'éducation**

Utiliser la technologie pour développer l'envie d'apprendre

L'expérience de l'UNESCO au Sénégal démontre que les téléphones portables, les ordinateurs, Internet et la télévision suscitent beaucoup plus l'intérêt des femmes analphabètes quant à l'apprentissage. Si ces instruments favorisent l'amélioration de leur niveau et de leurs connaissances informatiques, ils leur procurent également des compétences professionnelles et générales. Certaines salles de classe sont désormais équipées de kits Sankoré (tableaux interactifs), qui incluent aussi des logiciels créés dans le but d'encourager plus de participation, en promouvant ainsi une approche active de l'apprentissage. Le Bureau de Dakar travaille aussi en étroite collaboration avec d'autres pays de la région (Cabo Verde, la Gambie, Guinée-Bissau) afin d'élargir cette expérience.

Partager des histoires sur des sujets sérieux avec les enfants

La collection de livres pour enfants *Bouba & Zaza* met en lumière des sujets tels que le VIH/SIDA, le viol de l'intégrité physique des enfants et le traumatisme causé par les guerres - phénomène très peu pris en considération dans le programme scolaire traditionnel en Afrique. La collection comprend 15 volumes et constitue un exemple primordial de production de connaissance en Afrique. Disponible en anglais, français et portugais, elle existe également dans plusieurs langues africaines comme le fulani, le hausa, le kiswahili et le yoruba. La collection a été adaptée en arabe pour les pays d'Afrique du Nord.



Les enseignants, clés de réussite

Sans nul doute, un des plus grands obstacles auquel est confronté le programme d'Éducation pour tous (EPT) est le manque cruel d'enseignants qualifiés. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Afrique a besoin d'enseignants compétents pour répondre au nombre croissant d'enfants en âge d'être scolarisés.



L'UNESCO-Dakar conduit des projets pour le renforcement des capacités des enseignants au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Sénégal et ce, afin d'améliorer les capacités institutionnelles et organisationnelles requises dans la réalisation de l'Éducation pour tous. Aussi, l'UNESCO soutient la mise en œuvre de programmes de formation destinés aux enseignants et aux inspecteurs, le développement et l'évaluation de politiques relatives aux enseignants et contribue à la production et au partage de connaissances.

Au Mali, le programme soutient la formation des enseignants et leur développement professionnel dans le cadre de la préparation du prochain plan décennal pour le secteur de l'éducation. Au Burkina Faso et au Niger, où les gouvernements ont adopté une réforme curriculaire en vue d'une extension de l'éducation de base, les programmes soutiennent le processus de déploiement en se concentrant sur la formation des enseignants et des systèmes de gestion.

Au Sénégal, le programme met l'accent sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle et vise à renforcer le système de formation de l'éducation de base, aussi bien à travers les enseignants nationaux que le personnel d'alphabétisation et d'éducation non formelle. En Guinée-Bissau, le projet de l'UNESCO travaille sur l'harmonisation des modules de formation des enseignants en soutien au plan d'urgence du gouvernement visant à former environ 4.000 enseignants et directeurs d'école.

Le développement de cadres nationaux de certifications aux niveaux régional et national pour les enseignants en Afrique de l'Ouest est aussi un point essentiel. Le but est d'aider les États à créer des structures afin de promouvoir le professionnalisme, la reconnaissance du métier d'enseignant et leur mobilité entre les pays.

Promouvoir l'intégration régionale

Connecter les universités d'Afrique de l'Ouest grâce aux TICs

Les huit états-membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont adopté la réforme Licence, Master et Doctorat (LMD). L'objectif est de mettre en place un système d'enseignement supérieur qui sera en cohérence avec les normes internationales et qui permettra plus de mobilité au sein de la région.

Afin d'apporter son aide, l'UNESCO-Dakar dirige le *Projet d'Appui au Développement par les Technologies de l'Information et de la Communication pour le renforcement de la qualité de l'Enseignement Supérieur* (PADTICE) ; ce projet vise à appuyer la mise en place de TIC et de plateformes pour améliorer la gestion et favoriser le partage de connaissances entre les huit plus grandes universités des pays membres (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo).

Une bibliothèque virtuelle pour la sous-région a également été créée pour permettre aux universités de mettre en commun leurs ressources documentaires afin d'en assurer une meilleure exploitation. Aussi, plusieurs applications se développent pour gérer la présence des élèves, les publications en ligne et les services d'impression à la demande.

Promouvoir l'éducation à la paix en Afrique de l'Ouest

Le Bureau régional joue un rôle majeur dans la promotion des droits humains, de la citoyenneté, de la démocratie et de l'intégration régionale afin d'inculquer les valeurs de paix en Afrique de l'Ouest. Nous travaillons avec nos partenaires depuis 2006 et avons créé un Manuel de Référence avec la CEDEAO sur l'éducation pour une culture de la paix, des droits humains, de la citoyenneté, de la démocratie et de l'intégration régionale. Ce document est disponible en anglais, en français et dans plus de 31 langues locales.

Il existe également un cours d'autoformation en ligne (www.educationalapaix-ao.org), disponible en français, en anglais et en portugais. La promotion de ce cours ainsi que celle du manuel dans la sous-région sont faites à travers des DVD et des clés USB pour attirer une plus grande audience.

Des efforts particuliers ont été déployés par l'Équipe Spéciale des Nations Unies de Lutte contre le Terrorisme et par l'UNESCO-Dakar pour cibler la jeunesse burkinabé et malienne. Cette initiative contribue à des activités dirigées sous l'autorité des Nations Unies afin d'aider le Sahel à résister face aux actes de terrorisme ayant eu lieu au Nord du Mali.

Croire au potentiel de la jeunesse



©UNESCO/Anne Müller

La demande de travail en Afrique est très élevée. Trois chômeurs subsahariens sur cinq sont des jeunes qui se sont, pour la plupart, tournés vers l'informel afin de subvenir à leurs besoins, et qui n'ont pas bénéficié d'une éducation formelle.

Augmenter l'emploi des jeunes

La jeunesse d'aujourd'hui a le potentiel de faire une différence dans le développement du continent africain. Pour cela, les jeunes ont besoin d'une éducation de qualité, de capacités entrepreneuriales, d'opportunités et de compétences.

L'UNESCO-Dakar s'efforce de maintenir l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) au sommet de l'agenda politique des gouvernements africains, des communautés économiques régionales et des partenaires techniques et financiers. L'EFTP est mis en valeur afin d'assurer la reconnaissance des compétences et qualifications acquises dans le secteur informel et assurer la mobilité entre les pays de la région. Plusieurs vidéos ont été faites par le Bureau pour mettre en lumière les réussites de formation de jeunes au Bénin, au Nigeria et au Sénégal. Au Mali, l'EFTP appuie la jeunesse des régions touchées par des conflits, notamment celles de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Le Bureau de Dakar a aussi contribué, à travers les pays d'Afrique de l'Ouest, au développement d'un format commun pour les curricula sur l'EFTP ainsi que de matériels didactiques.

Développer l'économie créative

L'UNESCO collabore avec le gouvernement capverdien et l'équipe des Nations Unies du pays pour la conduite d'études sur le Patrimoine mondial, le Tourisme et l'entreprenariat. Le Bureau développe également un programme commun sur l'entreprenariat créatif chez les jeunes avec l'Organisation Internationale du Travail qui, par ailleurs, explore de nouvelles approches pouvant faciliter l'emploi des jeunes au sein de l'économie créative africaine.

Assurer l'intégration sociale



Aujourd'hui, les pays d'Afrique de l'Ouest vivent de profondes mutations sociales et s'ouvrent ainsi à nombreuses opportunités de développement inclusif.

Adapter les politiques à l'intégration sociale

L'UNESCO-Dakar collabore avec les gouvernements des États du Sahel, notamment ceux du Burkina Faso, du Mali et du Niger pour que l'intégration sociale soit considérée comme un élément fondamental dans l'élaboration de politiques gouvernementales et de processus de planification. Nous consolidons des capacités dans ces pays afin d'assurer la mise en place de politiques et de réformes performantes, prenant en considération l'égalité des genres, tout en se fondant sur les droits humains. A titre d'exemple, au Burkina Faso, nous soutenons les centres qui œuvrent contre l'exclusion sociale des femmes accusées de sorcellerie.

Dans le même but de promouvoir l'intégration sociale, nous agissons également au Sénégal à travers un projet d'innovation sociale pour jeunes leaders (YouthActionNetSenegal). Dirigé par le Fonds International pour la Jeunesse, le but est de renforcer les capacités des jeunes entrepreneurs. Des formations sur l'innovation sociale sont disponibles et le Centre de Recherche d'Afrique de l'Ouest, un de nos partenaires, a déjà procédé à une sélection des meilleures initiatives de jeunes innovateurs sociaux.

La relation entre la migration et le développement

L'UNESCO a également publié une sélection d'études de cas portant sur l'impact des mutations de l'environnement sur les migrations au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ces études mettent l'accent sur le rôle de la recherche en sciences sociales et le dialogue interculturel dans le soutien des politiques de transformations sociales et de l'intégration sociale en Afrique de l'Ouest.



Protéger le patrimoine et promouvoir la créativité

L'UNESCO apporte un soutien technique et financier aux Etats ouest africains afin d'assurer la promotion et la protection de leurs sites du patrimoine mondial pour les générations futures. Un effort particulier est mené en ce moment par le Bureau de Dakar pour la promotion et la sensibilisation du public concernant la valeur des 18 sites classés au patrimoine mondial dans la sous-région.

Au Mali, où nous promovons un passeport du patrimoine malien, la sensibilisation à la protection du patrimoine demeure particulièrement critique. Fait exceptionnel, c'est la première fois que dans une gestion de crise, une mission de maintien de la paix (MINUSMA) a été formée à la compréhension des enjeux de protection du patrimoine culturel.

Sauvegarder le patrimoine culturel immatériel

Des programmes ont été lancés, dans un premier effort global, pour sauvegarder le riche patrimoine culturel immatériel (PCI) de l'Afrique de l'Ouest. Nous menons des évaluations de besoins en Gambie, développons des capacités pour effectuer des inventaires communautaires au Cabo Verde et au Niger et enfin, nous assurons une assistance technique au Burkina Faso et au Mali. Le Sénégal a adopté des plans de sauvegarde pour ses musiques traditionnelles qui sont issus d'un inventaire de musiques traditionnelles fait avec le soutien de l'UNESCO. De nombreux pays ont vu des éléments de leur patrimoine culturel immatériel inscrits sur la Liste Représentative, tels « La sortie des masques et marionnettes de Markala » au Mali, « Les pratiques et expressions de la parenté à plaisanterie » au Niger et le « Xooy : une cérémonie divinatoire chez les Serer » du Sénégal.

La lutte contre le trafic illicite

La protection du patrimoine en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans le Sahel, fait face à de nombreuses menaces liées au trafic illicite de biens culturels. Pour cela, l'UNESCO-Dakar renforce des capacités pour lutter contre le trafic illicite, par le biais de la sensibilisation et en travaillant avec des partenaires afin de faciliter le retour des objets volés et de contrecarrer les transactions frauduleuses sur Internet.

Renforcer les secteurs créatifs

Nos activités se concentrent sur le développement des capacités institutionnelles, l'assistance technique et le développement de politiques publiques, mais aussi sur la consolidation des réseaux professionnels et d'expertise.

Dans le cadre du suivi du programme MDG-F "Promouvoir les initiatives et les industries culturelles au Sénégal", l'UNESCO soutient le développement d'une nouvelle génération de centres d'interprétation des sites du patrimoine mondial, notamment celui de Bandafasi (pays Bassari), inauguré par le président Macky Sall, en 2014.

L'UNESCO travaille en coopération avec d'autres organisations dans la sous-région. Au Niger par exemple, elle collabore avec le gouvernement et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) dans un programme conjoint pour le renforcement des industries culturelles. Les activités se sont focalisées sur la formation du personnel du Centre national de cinématographie et le développement du leadership au sein de l'Agence pour la Promotion des Entreprises et Industries Culturelles (APEIC). Au Burkina Faso, où 2,1% de la population active travaille dans la culture, les résultats obtenus par les Indicateurs de la Culture pour le Développement de l'UNESCO ont permis d'appuyer des politiques innovantes et d'établir un premier état de lieux quantitatif des domaines de croissance et d'opportunités en termes de développement.



Mobiliser le savoir scientifique et prendre des mesures pour assurer un développement durable

Développer des politiques de l'eau dans la région du Sahel

Dû à la sécheresse, aux conflits et aux catastrophes naturelles, l'exode rural des communautés de la région du Sahel requiert plus de collaboration et de soutien quant aux politiques et aux approches innovantes en termes de gestion de l'eau. Sous la direction de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel, l'UNESCO-Dakar pilote la sous composante de la gestion de l'eau (en surface/souterraine). Nous encourageons également les experts



de la région à participer aux rencontres internationales et aux formations afin qu'ils aient les connaissances et compétences nécessaires pour résoudre les dysfonctionnements de leurs pays en terme de politiques de l'eau.

Développement des cours de géologie en ligne axés sur les TIC

Une nouvelle initiative conduite par l'UNESCO-Dakar fournit des ressources en ligne pour enrichir les outils à disposition des enseignants de géologie et géosciences en Afrique de l'Ouest. Le projet, nommé GEOLCOO-WA, vise à offrir des cours de qualité aux étudiants de deuxième cycle, qui reflètent les avancées scientifiques et sont spécifiques aux difficultés relevées dans la sous-région.

L'Homme et la biosphère

L'UNESCO contribue à valoriser les efforts du Réseau Africain des réserves de Biosphère (AfriMAB) dans la gestion de ces ressources en Afrique. Nous soutenons les pays membres de l'AfriMAB couverts par le Bureau régional dans l'atteinte de leurs objectifs et par rapport aux recommandations dégagées lors de l'Assemblée Générale du MAB qui a eu lieu à Accra, en 2013. Le Bureau de Dakar soutient également la révision et la mise à jour des plans de gestion pour des réserves de biosphère dans la région du Sahel et ce, dans le cadre des recommandations d'Accra et de la nouvelle version du Plan d'Action de Madrid.



Construire des sociétés du savoir inclusives

Valoriser les peuples grâce à l'accès à l'information

L'UNESCO encourage les médias libres, indépendants et pluralistes de la presse écrite, la télévision, la radio et en ligne. Dans le but de valoriser les communautés et les individus, nous promouvons la liberté de la presse, la protection des journalistes, l'établissement de médias communautaires, la maîtrise de l'information et l'enseignement du journalisme. Le Bureau de Dakar offre ses conseils sur le développement des lois sur la presse au Sénégal et fournit également son soutien à travers un projet de l'Union Européenne en Gambie.

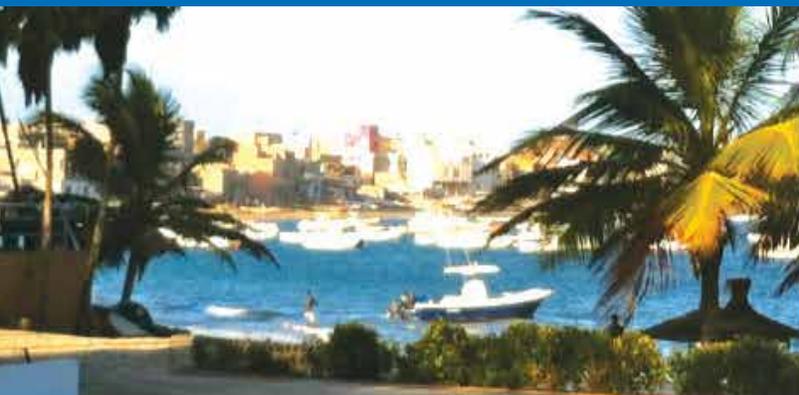
L'UNESCO soutient les radios communautaires car elles facilitent le dialogue social et encouragent les processus démocratiques. Elles contribuent à l'éducation et l'information des villageois par rapport à des questions cruciales telles que la santé, l'éducation et le développement durable. Ces radios facilitent également la promotion des traditions orales. Aussi, l'UNESCO-Dakar soutient le réseau international des femmes des radios communautaires.

Nous offrons des formations aux journalistes sur les problèmes liés au changement climatique, aux droits humains et aux violences liées au genre. Présentement, nous focalisons sur la formation des femmes journalistes pour leur permettre de répondre à des besoins spécifiques dans tous les domaines de développement.

L'UNESCO célèbre la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse afin de mobiliser les médias et promouvoir la liberté d'expression. Nous dialoguons également avec les décideurs dans le but d'insister sur ces questions.

Lancer des innovations dans le partage des connaissances en Afrique

Le Bureau régional de Dakar a mis en œuvre une innovation pour le partage des connaissances afin d'améliorer l'exécution des programmes au sein des différents bureaux régionaux en Afrique. Ceci a conduit au lancement de l'outil en ligne "CONNECT-U" et à des séances de formation sur le travail en équipe et la gestion des connaissances.



Bureau régional de l'UNESCO à Dakar

Le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar, communément appelé BREDa, a été créé initialement en 1970 pour soutenir la planification de l'éducation en Afrique sub-saharienne. Aujourd'hui, il joue un rôle multisectoriel et ses activités ont été élargies à d'autres sous-secteurs de l'éducation ainsi qu'aux autres domaines de compétence de l'UNESCO (sciences naturelles, sciences humaines et sociales, culture, communication et information) dans les sept pays couverts. Le personnel est composé d'environ 40 employés.

Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) : Burkina Faso, Cabo Verde, la Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal.

Route de Ngor
Enceinte Hôtel Ngor Diarama
BP 3311
Dakar - Sénégal

Tél. : +221 33 864 96 00

Mail : dakar@unesco.org

Web : www.unesco.org/dakar

YouTube : www.youtube.com/unescodakar

Flickr : www.flickr.com/unescoafrica